

# *Commission des relations de travail de l'Ontario*

# **EN RELIEF**

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat  
Leonard Marvy, avocat

Mars 2008

## Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en février 2007. Ces décisions paraîtront dans le numéro de janvier-février des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à [http://www.ijcan.org/index\\_fr.html](http://www.ijcan.org/index_fr.html).

**Interdiction – Accréditation – Preuve d'adhésion – Reconnaissance volontaire** – Le STTP demandait à la Commission de déclarer que l'accord de reconnaissance volontaire conclu par l'UWU et l'employeur ne constituait pas un obstacle à l'accréditation – La Commission est d'avis que le fardeau d'établir que le syndicat a la qualité nécessaire pour représenter les employés selon l'article 66 est moins exigeant que celui de poursuivre une requête en accréditation – La Commission juge que la preuve d'adhésion n'est ni invalide ni irrégulière du fait que les cartes d'inscription au syndicat ont été remplies et signées avant que ne soit connu le nom de l'employeur, ni du fait que le nom de l'employeur a été ajouté après coup aux cartes d'inscription – L'accord de reconnaissance volontaire conclu par l'employeur et l'UWU est maintenu – Requête en accréditation rejetée

**DISTINCTION SERVICE PLUS INC.**; RE CANADIAN UNION OF POSTAL WORKERS (CUPW); RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA, LOCAL 183; File No. 1856-06-R; Dated February 8, 2008; Panel: Peter F. Chauvin (6 pages)

**Médiation – Pratique et procédure – Assignation à témoigner** – On a demandé à la Commission d'autoriser une agente des relations de travail à témoigner dans une action civile (voir la décision de la Cour à la rubrique Procédures en instance, ci-dessous) relativement à des renseignements obtenus dans le cadre de ses fonctions – La Commission s'est penchée sur la jurisprudence et la politique qui fondent l'article 117, lequel exige le consentement de la Commission pour qu'un agent puisse témoigner dans une instance civile, et elle conclut qu'elle n'a aucune raison d'exercer son pouvoir discrétionnaire pour permettre à l'agente de témoigner – Consentement refusé

**JEREMY WOODCOCK**; RE UNITED STEELWORKERS OF AMERICA LOCAL 6571; RE GERDAU AMERISTEEL INC.; File No. 2526-07-U; Dated February 26, 2008; Panel: Peter Chauvin (5 pages)

**Accréditation à la suite d'une infraction à la Loi – Industrie de la construction – Recours – Pratiques déloyales de travail** – Le syndicat demandait une accréditation corrective, invoquant que l'employeur avait licencié deux organisateurs syndicaux – Les licenciements étaient survenus la veille même du dépôt de la requête en accréditation – L'employeur a par la suite reconnu avoir enfreint la Loi dans une lettre adressée à tous les employés et par l'offre d'une réintégration dans leur emploi aux organisateurs licenciés – Or, le syndicat avait manqué à déclarer, avant le dépôt de la requête en accréditation, que d'autres employés étaient au courant de cette pratique déloyale – En outre, le syndicat avait manqué à établir que son incapacité de démontrer que 40 pour 100 ou plus des employés compris dans

l'unité de négociation semblaient être membres du syndicat requérant au moment du dépôt de la requête était attribuable à une pratique déloyale de travail de la part de l'employeur – La Commission refuse de recevoir la requête en accréditation corrective, parce que le syndicat a manqué à prendre des mesures quelconques pour se rallier un meilleur appui de ses membres après cet acte de pratique déloyale de travail – L'accréditation corrective n'est légitime que si, au départ, le syndicat est en mesure de démontrer un lien de cause à effet entre l'acte de pratique déloyale de travail de l'employeur et l'incapacité du syndicat de se rallier l'appui nécessaire au moment du dépôt de la requête – Requête en accréditation rejetée – Plainte pour pratiques déloyales de travail réglée

**K.D. CLAIR CONSTRUCTION LTD., K.D. CLAIR WESTERN INC.;** RE CARPENTERS UNION, CENTRAL ONTARIO REGIONAL COUNCIL, CJA; File Nos. 2609-07-R; 2661-07-U; Dated February 26, 2008; Panel: Harry Freedman, John Tomlinson, Alan Haward (7 pages)

**Accréditation – Industrie de la construction – Entrepreneur dépendant – Qualité** – Dans le cadre de cette requête en accréditation, le requérant alléguait que les particuliers McGowan, Page et Baker étaient tous trois des entrepreneurs dépendants et, par conséquent, des employés de Salzburg – Ces particuliers réalisaient de 90 % à 100 % de leurs travaux pour le compte de Salzburg – McGowan et Page procuraient tous deux des travaux à Salzburg par l'entremise d'entités commerciales, et ils étaient libres d'accepter ou de refuser tout projet, quoiqu'il leur arrivait rarement d'opposer un refus à un projet présenté par Salzburg – Il n'était exercé que très peu de supervision – La Commission estime que McGowan est un entrepreneur dépendant aux fins de la *Loi sur les relations de travail* et qu'il est en position de dépendance financière à l'égard de Salzburg – Le rapport entre ces deux parties manifeste les mêmes caractéristiques que celui d'un employé payé à l'heure avec son employeur – En revanche, la Commission juge que Page et Baker ne sont pas des employés de Salzburg – La preuve montre clairement que Page est l'employeur de Baker – Les directives sont données par Page, et non par Salzburg – Page est un entrepreneur indépendant, qui a conclu un accord de reconnaissance volontaire avec le requérant et est donc lié par une convention collective – L'affaire suit son cours

**SALZBURG INTERIORS & FURNITURE LTD.;** RE CARPENTERS UNION, CENTRAL ONTARIO REGIONAL COUNCIL, CJA; File No. 1304-07-R;

Dated: February 27, 2008; Panel: Lee Shouldice (14 pages)

**Dommages-intérêts – Santé et sécurité – Recours – Représailles** – Lors d'une décision antérieure, la Commission avait jugé que le licenciement de l'employé ne constituait pas une infraction à la LSST, mais était survenu à la suite d'un conflit entre le président de l'entreprise et l'employé – La Commission commente les politiques qui fondent son pouvoir discrétionnaire en vertu du par. 50 (7) dans le cas où elle estime que la prise de mesures disciplinaires est justifiée, pouvoir qui l'autorise à substituer au renvoi ou aux mesures disciplinaires la peine qui lui semble juste et raisonnable dans les circonstances – Comme l'emploi de l'employé n'est pas visé par une convention collective et que celui-ci n'a aucun droit en vertu des normes d'emploi, la Commission juge que la position de l'employé après recours ne serait pas meilleure que s'il avait porté plainte pour rupture de contrat en common law – La Commission refuse toutefois d'exercer son pouvoir discrétionnaire d'adjuger des dommages-intérêts (qui seraient équivalents à un mois), puisqu'il n'existe aucune preuve que l'employé ait eu des griefs tenant à la santé et à la sécurité ou qu'il ait exercé un droit quelconque aux termes de la Loi – Requête rejetée

**TRI-GREEN CONSTRUCTION INC.;** RE DARRYL HICKEY; File No. 2570-05-OH; Dated February 28, 2008; Panel: Ian Anderson (5 pages)

## Procédures en instance

**Obligation du syndicat d'être impartial dans son rôle de représentant – Révision judiciaire** – La Commission avait rejeté quatre plaintes déposées par le requérant à l'encontre de son syndicat pour manquement de ce dernier à son obligation d'impartialité dans son rôle de représentant – La Cour juge que la norme de contrôle applicable est celle de la décision manifestement déraisonnable, et que les décisions de la Commission, outre qu'elles répondent à cette norme, sont toutes valides – Requête rejetée

**GRANTLEY, HOWELL;** RE UNITED STEELWORKERS OF AMERICA, LOCAL 7135; OLRB; File Nos. 3552-00-U; 0933-01-U; 1271-01-U (Court File No. 04/178); Dated April 13, 2006

Requête en autorisation d'en appeler à la Cour suprême du Canada rejetée; en date du 28 février 2008; comité : Binnie, LeBel et Deschamps

---

**Médiation – Pratique et procédure – Assignation à témoigner – Cour supérieure de justice (Cour des petites créances)** – La Commission présente une requête visant à annuler une assignation à témoigner dans une instance civile délivrée à une agente des relations de travail – La Cour estime que l'art. 117 est clair à première vue : sauf si la Commission y consent, l'agente ne peut être forcée à témoigner relativement à des actes ou à des omissions ayant eu lieu dans le cadre de ses fonctions – La Commission avait refusé d'accorder son consentement, et c'est de cette décision (voir ci-dessus) que la Cour est saisie – Requête agréée

**WOODCOCK, JEREMY WILLIAM; RE RONALD GOODCHILD;** Small Claims Court File No. 49281/07; Dated February 28, 2008; Panel: V. Hazlett Parker (4 pages)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7<sup>e</sup> étage, 505, avenue University, à Toronto.

## Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
<b>Ottawa Fertility Centre</b> v. Ontario Nurses Association, OPSEU, CUPE Local 4000, Ottawa Hospital and OLRB Divisional Court No. DV-08-1394	1531-06-PS	En cours
<b>Puri Sons Inc. o/a Tally Ho Manor</b> v. Director of Employment Standards et al Divisional Court No. 30/08	1490-06-ES; 1491-06-ES	En cours
<b>Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503</b> v. City of Ottawa et al Divisional Court No. 423/07	1386-06-R	En cours
<b>Dev Misir</b> v. Muluneshi F. Agago et al Divisional Court No. 281/07	0769-06-ES	En cours
<b>Dr. Oliver Bajor</b> v. OLRB Divisional Court No. 258/07	0353-06-ES	En cours
<b>Jacobs Catalytic Ltd.</b> v. IBEW Local 353 et al Divisional Court No. 117/07	3737-05-U	Entendue les 10 et 11 janvier 2008, en délibéré
<b>Dana Horochowski</b> v. OECTA; York Catholic DSB Divisional Court No. 93/07	1115-04-U	En cours
<b>Janet Kitson</b> v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours
<b>Johnson Controls Ltd.</b> v. Brookfield Lepage Divisional Court No. 406/06	1634-04-R	Ajournée – sine die
<b>Abduraham, Abdoulrab</b> v. Novaquest Finishing Divisional Court No. 327/06	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	Rejetée – 13 août 2007 Requête en autorisation d'en appeler à la CA
<b>City of Hamilton</b> v. Carpenters, Local 18 Divisional Court No. 209/06	1785-05-R	En cours
<b>Gus Nedelkopoulos v. OLRB</b> Divisional Court No. 78978/06 NEWMARKET	1838-05-U 2644-05-U	10 mars 2008
<b>Maystar General Contractors Inc.</b> v. IUPAT, Local 1819 Divisional Court No. 481/06 Court of Appeal No. C47489	0812-06-R	Cour d'appel 25 mars 2008
<b>Grantley Howell</b> v. USWA SCC No. 32411	3552-00-U; 0933-01-U; 1273-01-U	Requête en autorisation d'en appeler à la CSC rejetée – 28 février 2008
<b>Mississaugas of Scugog Island</b> v. CAW-Canada SCC No. 32452	1271-03-U; 1336-03-M; 1414-03-M	Requête en autorisation d'en appeler à la CSC